26 avril 2004 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Point de presse conjoint de M.Jacques Chirac, Président de la République, et de M.Mamadou Tandja, Président du Niger, sur la coopération internationale pour la gestion de l'eau du bassin du fleuve Niger, sur la commémoration de la fin de l'apartheid en Afrique du sud et sur la reprise du processus de Marcoussis en Côte d'Ivoire, Paris le 26 avril 2004.

LE PRÉSIDENT - Mesdames, Messieurs, permettez-moi de dire d'abord toute l'importance que la France attache à cette réunion. Je salue cordialement, chaleureusement, je dirais affectueusement, si vous me permettez le terme, les Chefs d'État et de Gouvernement représentant les neuf pays qui, ensemble, constituent l'Autorité du Bassin du Niger. Et, bien entendu, je voudrais saluer d'un mot particulier, pour le rôle qu'il a pris dans le processus qui nous a conduit à l'accord d'aujourd'hui, le Président Mamadou TANDJA qui est actuellement Président en exercice de l'autorité du Bassin du Niger.
Bienvenue, mais pas seulement pour le plaisir que nous avons à vous rencontrer, avec un certain nombre de personnalités, au premier rang desquelles le Président de la Commission européenne qui, je le signale et j'en porte témoignage, a toujours, dans la haute mission qui a été la sienne, qui est la sienne, attaché une importance capitale à l'Afrique et aux problèmes liés au développement. M'étant également, vous le savez, impliqué dans ces problèmes, je voudrais exprimer, au nom de tous, notre reconnaissance et notre estime à Romano PRODI pour ce qu'il a fait dans ce domaine comme dans bien d'autres, s'agissant des affaires européennes mais en particulier s'agissant du développement en Afrique.
Notre reconnaissance, je le répète, va à l'ensemble des Chefs d'État et de Gouvernement africains concernés qui ont bien compris que le bassin du Niger, le Niger et ses affluents représentent une richesse essentielle pour cette région de l'Afrique et que l'on doit traiter cette richesse avec précaution, sagesse et respect. Le Niger est un enjeu important pour la région et pour son mode de vie. Avec ses affluents, il forme le troisième bassin hydraulique de l'Afrique, le troisième par son étendue et aujourd'hui je parle sous le contrôle du Président TANDJA, c'est 110 millions de personnes environ qui vivent sur et par le bassin du Niger et de l'eau et demain ce sera 200 millions de personnes, demain c'est-à-dire en 2020.
Or on voit que ces hommes, ces femmes, ces enfants qui vivent de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la navigation, dépendent d'un bassin qui est soumis à un régime de pluie qui baisse et à des pressions environnementales de plus en plus grandes. Il y a une diminution significative des crues et des écoulements qui risque d'accroître la pauvreté dans une région qui est déjà pauvre et fragile. Chacun voit bien, comme dans d'autres parties du monde, qu'une telle situation peut conduire d'abord à la misère et ensuite à des conflits, les conflits pour l'eau sont une réalité. Nous sommes dans une région sage qui a donc la volonté, notamment au travers de ses dirigeants, de régler les conflits pacifiquement, par la concertation, par le dialogue. Mais il y a tout de même une source possible de conflit.

tout de même une source possible de conflit.
L'autorité du Bassin du Niger s'est engagée, les participants, les neuf pays responsables se sont engagés pour une gestion partagée et responsable des ressources, prenant en compte les intérêts de chacun mais aussi les préoccupations de tous. Cela a donné, je ne vais pas entrer dans le détail maintenant, vous le connaissez, la déclaration de Paris. Le Président TANDJA, en tant que Président en exercice, m'avait demandé, lors de ma visite dont je garde un très grand souvenir à Niamey, d'organiser cette réunion. La déclaration de Paris dont vous avez entendu tout à l'heure les différents éléments permettra, nous le pensons, d'améliorer la situation grâce à une politique de développement coordonnée, contrôlée et plus respectueuse de l'écologie.
Un certain nombre de modalités pourront être mises en oeuvre, le Président PRODI a confirmé tout à l'heure l'aide et l'appui de la Communauté européenne. Bien entendu, la France apportera son appui. Nous avons écouté avec une particulière attention le message qui nous a été lu de M. TOPFER, tout à l'heure, de même que celui de M. RICHARD, et les encouragements à la fois de l'ONU, du PNUD et de la Banque Mondiale ainsi que des autres institutions financières internationales et des représentants des pays qui ont été invités par le Président TANDJA parce que portant un intérêt particulier à ce projet. Ce sont les pays du monde entier puisque cela va du Canada jusqu'au Japon en passant par un certain nombre d'autres pays que je salue bien cordialement. Pour conclure, une dernière observation : cette conférence et cet accord, cette déclaration sont une illustration parfaite de la démarche nouvelle qui est celle du NEPAD et qui, au fond, a pour objectif de substituer une politique de partenariat à une politique d'assistance Et c'est l'avenir naturellement.
Je voudrais, à cet égard, saluer tous les Chefs d'État et de Gouvernement qui se sont engagés avec détermination dans la démarche du NEPAD qui est une action à la fois conforme aux intérêts de l'Afrique, moderne et respectueuse de ses intérêts et de son identité.
LE PRÉSIDENT MAMADOU TANDJA - Nous nous mettons à la disposition des médias si vous voulez poser des questions.
QUESTION - Je voudrais savoir, M. le Président, au-delà de la déclaration de Paris ce que la population peut concrètement attendre de la France au chevet du bassin du Niger ?
LE PRÉSIDENT MAMADOU TANDJA - Nos populations africaines riveraines du fleuve Niger n'attendent de la France que ce forum organisé à Paris, l'organisation parfaite et le plaidoyer fait par le Président français pour inviter les bailleurs de fonds à venir autour de nous, nous entendre, nous comprendre et venir nous aider.
Nous pensons que cette rencontre de Paris pour nous-mêmes chefs d'État et dirigeants d'Afrique, en général, et nos populations est un signal : faire appel au monde entier pour qu'il vienne à nos côtés sauver un fleuve à un moment où nous ne parlons que de la lutte contre la pauvreté. Perdre un fleuve en ce moment c'est la situation la plus grave qui puisse exister dans le monde. Nous invitons le monde entier à regarder de ce côté. L'Afrique a perdu beaucoup, elle est en train de perdre mais quand elle perdra totalement l'eau de surface, il ne restera plus d'Afrique. Nous attendons donc de tout le monde, pas seulement de la France, de tous les hommes de bonne volonté qui pensent vraiment à l'existence des autres, de venir à nos côtés pour nous aider.
LE PRÉSIDENT - Je voudrais juste ajouter un point à ce que vient de dire le Président TANDJA, j'ai évoqué tout à l'heure la dernière visite que j'ai faite en Afrique, au Niger et au Mali. Le souvenir essentiel que j'ai gardé c'est en allant de l'aéroport jusqu'au centre-ville dans le cadre de cette tradition l'accueil que les Africains ont su conserver. Une immense foule de jeunes qui avaient, si vous voulez, de 5 à 15 ans, qui étaient beaux, heureux parce qu'il se passait quelque chose, alors ils chantaient ou dansaient, ils avaient un regard clair, chaleureux.
Je me disais : dans quelques années il y aura 1 milliard d'habitants en Afrique, il y aura 800 millions de jeunes. Si la communauté internationale, la solidarité internationale n'apporte pas à ces jeunes ce qu'ils sont en droit d'exiger en tant que citoyens du monde, c'est-à-dire le minimum nécessaire en matière d'éducation, de santé, de travail, de vie sociale, alors il y aura un immense risque, un risque de véritable explosion. C'est une bombe à retardement. C'est l'avenir de l'Afrique d'une certaine façon mais c'est aussi un grand danger si on ne désamorce pas cette

bombe à retardement.
Il est donc, en réalité, non seulement conforme à la morale qui exige le minimum de partage nécessaire des richesses du monde mais également conforme à l'intérêt politique de tous les pays du monde, l'Afrique et les autres, qu'un développement normal permette à cette jeunesse de s'intégrer normalement. Il y aura toujours dans le monde des riches et des pauvres, mais de s'intégrer normalement et de pouvoir vivre dignement sur sa terre, c'est tout à fait capital.
C'est dans cet esprit que la politique a été engagée par les Chefs d'État africains du NEPAD, c'est-à-dire, je le répète, de la substitution d'une politique de partenariat à une politique d'assistance, c'est essentiel. Dans ce contexte, la responsabilité des États intéressés par un grand bassin hydraulique, comme celui du Niger, va tout à fait dans le sens de ce que je dis. C'est pourquoi la communauté internationale devra aider l'Autorité du Bassin du Niger. La France en particulier, je n'ai pas voulu le dire parce que je l'avais déjà dit au Président TANDJA, la France amorcera les choses en apportant 10 millions d'euros dès maintenant pour l'Autorité du Bassin du Niger mais s'associera à un programme plus large qui va des tous petits équipements nécessaires jusqu'aux équipements coordonnés, concertés et conformes aux exigences de l'écologie qui peuvent améliorer le bassin du Niger.
QUESTION - Monsieur le Président, il y aura dix ans demain, l'Afrique du Sud célébrait la fin officielle de l'Apartheid et l'instauration de la démocratie. M. Jacques CHIRAC que vous inspire cet événement ?
LE PRÉSIDENT Une grande joie. J'ai été, il y a longtemps, l'un des, peut-être pas le premier mais en tous les cas, parmi les premiers, à apporter à l'époque mon soutien au mouvement de lutte contre l'Apartheid, d'où d'ailleurs la relation personnelle que j'ai développée depuis très longtemps avec le Président Nelson MANDELA. Je dois à la vérité de dire que c'était à l'initiative du Roi du Maroc, le Roi HASSAN II, que Dieu l'ait en sa sainte garde, que je m'étais engagé dans cette voie. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je n'avais jamais accepté d'aller en Afrique du Sud, pendant de très longues années, tant qu'il n'y avait pas la suppression de l'Apartheid, et Dieu sait que j'ai été, notamment lorsque j'étais au gouvernement, l'objet d'amicales pressions de la part des autorités ségrégationnistes de l'époque pour m'y rendre. A vrai dire, je ne l'ai jamais fait si bien que lorsqu'il y a eu l'événement que vous évoquez, il y a dix ans, je suis de ceux qui se sont vraiment, profondément, du fond du coeur, réjouis de cette évolution. J'ai probablement été l'un des tous premiers à féliciter oralement Nelson MANDELA.
La France sera naturellement présente avec le coeur, demain, en Afrique du Sud £ un certain nombre de chefs d'État ici seront également présents. Nous serons, nous, représentés par notre ministre des Affaires étrangères, Michel BARNIER.
QUESTION - Monsieur le Président TANDJA et Monsieur le Président CHIRAC, à propos de la Côte d'Ivoire, Monsieur le Président TANDJA vous avez réussi une médiation il y a quelques jours, les manifestations sont à nouveau autorisées. Est-ce que Monsieur CHIRAC et Monsieur TANDJA vous pensez qu'il faut réexaminer Marcoussis dans une conférence à Yamoussoukro comme le pense M. WADE et est-ce que Monsieur le Président CHIRAC vous avez des nouvelles de notre confrère disparu, Guy-André KIEFFER? Que peut faire la France ?
LE PRÉSIDENT MAMADOU TANDJA - En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, nous avançons, il faut avancer, il ne faut plus penser à reculer. Les engagements de Marcoussis doivent être respectés et nous pensons que ces engagements vont aboutir aux solutions souhaitées pour ce conflit de la Côte d'Ivoire. Il y a eu interruption ces derniers temps et j'ai fait un déplacement pour rencontrer les acteurs politiques de la Côte d'Ivoire. J'ai commencé par l'opposition, les différents partis de l'opposition, pour leur présenter la situation nouvelle, celle des mois à venir. Le passé a été traité à sa manière mais cela n'a pas réussi comme on l'a souhaité. L'avenir dans les mois à venir c'est que la Côte d'Ivoire va aller aux élections. Les choses changent. L'opposition comme le pouvoir, doivent comprendre qu'il faut se préparer à organiser des élections, de bonnes élections, faute de quoi la situation va être beaucoup plus grave, pas seulement pour la Côte d'Ivoire mais pour nous autres, les Béninois, la CEDEAO et même plus loin.
En fin de compte, les préalables de l'opposition ont été enregistrés et je les comprends. J'ai pris

cela à coeur, je suis parti rencontrer le Président de la République pour lui présenter les préalables de l'opposition qui étaient peu compliqués, on pouvait donc accepter et avancer rapidement.
Pour obtenir le retour des membres du gouvernement et se remettre au travail pour ce qui reste, ce qui n'a pas été traité en matière de recommandations de Marcoussis, il faut les terminer et que le monde puisse se mettre au travail des élections à venir. Il y a beaucoup à faire et voilà que les Nations Unies aussi sont venues, les casques bleus sont sur le terrain. Nous pensons également qu'ils vont trouver la voie de sortie pour le désarmement parce qu'une fois que les casques bleus sont sur le terrain, nous pensons que la mission première c'est d'abord le désarmement.
Ensuite, de leur côté, le pouvoir et les autres doivent faire en sorte que l'occupation de la rue s'arrête. On prépare les élections, c'est une mission très importante pour la Côte d'Ivoire et pas seulement pour elle, nous tous de la sous-région pour aider la Côte d'Ivoire à préparer de bonnes élections. Tous les amis de la Côte d'Ivoire doivent regarder dans cette direction, aider la Côte d'Ivoire à sortir de la situation. Devant les responsables, les dirigeants de la Côte d'Ivoire il y a un mur, dans les mois à venir parce qu'il y a les élections. Ce mur-là, il faut pouvoir trouver un passage pour permettre à la Côte d'Ivoire d'avancer et à l'Afrique de l'Ouest d'avancer.
Voilà ce qu'on a fait du côté de la Côte d'Ivoire et nous pensons que les choses, avec l'acceptation du Président de la République, et la compréhension des autres chefs de partis, et les autres, que la Côte d'Ivoire puisse progressivement aller dans la bonne direction.
LE PRÉSIDENT - Juste un mot. Le Président TANDJA parle comme un sage, ce qui n'étonnera personne et donc je partage entièrement son sentiment. J'ajoute simplement une observation : je ne crois pas que l'on puisse réexaminer Marcoussis. Rien n'est parfait, mais Marcoussis a été adopté à l'unanimité et surtout a été confirmé à l'unanimité par l'ONU au Conseil de sécurité, à l'unanimité par l'Union européenne, à l'unanimité par l'Union africaine, et par les organisations régionales, et notamment la CEDEAO. Je crois donc que si on voulait aujourd'hui réexaminer Marcoussis, on risquerait fort de faire une erreur dangereuse. En revanche, pour tout le reste, je souscris sans réserve à ce qu'a dit le Président TANDJA.
QUESTION - Monsieur le Président TANDJA. Tout à l'heure, le Président CHIRAC a dit qu'il faudrait substituer le partenariat à l'assistance or on sait que la vie et l'évolution de l'Autorité du Bassin du Niger ont été souvent obérées par le fait que les États n'ont pas contribué financièrement. Alors puisque effectivement vous avez répondu au confrère béninois tout à l'heure que ce que vous attendez de Paris ce n'est que ce sommet, alors comment structurellement les États pourront financer notamment la vie au quotidien de l'Autorité du Bassin du Niger puisqu'on sait qu'elle n'est réactivée que depuis 1998 ?
Deuxième question, puisqu'on évoque les questions de synergie entre les organisations qui s'occupent à la fois des questions fluviales comme la CBLT, la Commission du Bassin du lac TCHAD qui est une organisation sous-régionale, alors comment vous entendez concrètement organiser cette synergie puisqu'on sait qu'il y a des pays qui se chevauchent parfois, deux sous-régions ou prévoir parfois trois sous-régions ?
LE PRÉSIDENT - Avant de donner la parole au Président TANDJA, je m'aperçois que je n'ai pas répondu à une question qui m'a été posée, c'est une question très importante et je prie celui qui l'a posée de bien vouloir m'en excuser. Nous sommes évidemment extrêmement préoccupés par la disparition et l'absence totale d'information dont nous disposons en ce qui concerne le journaliste M. KIEFFER, disparu en Côte d'Ivoire. Je m'en suis encore entretenu il y a deux jours au téléphone avec le Président GBAGBO, je sais que plusieurs présidents sont également intervenus auprès de lui dans le même sens. Dans l'état actuel des choses, le Président GBAGBO m'a dit qu'il n'avait pas non plus d'information malgré, m'a-t-il dit, tous les moyens qu'il a déployés pour essayer d'en trouver. Nous faisons donc tout pour trouver des informations, pour le moment nous n'en avons pas. Voilà hélas la vérité mais sachez que c'est un sujet que nous suivons heure après heure.
LE PRÉSIDENT MAMADOU TANDJA - Alors qu'est-ce qu'on attendait de la France ? C'est bien cela le point de départ de tout ce que vous êtes en train de dire. Nous avons dit que la France devrait nous aider à organiser cette rencontre d'aujourd'hui et faire le plaidoyer avec nous pour

devrait nous aider à organiser cette rencontre d'aujourd'hui et faire le plaidoyer avec nous pour obtenir ce qu'on est en train de voir devant nous. C'est très bien, nous remercions la France et nous l'avons rappelé tout à l'heure, l'amitié, la confiance, l'histoire qui ont toujours existé entre la France et les pays d'Afrique. Nous remercions la France pour ce qu'elle a fait dans le passé et aujourd'hui et nous restons ensemble avec la France pour assurer l'existence du continent africain et de la France elle-même, pour vous-mêmes, pour nos enfants et l'avenir. Maintenant qu'est-ce qu'on attend de la France ? Je vais vous répondre et au nom de tous les Africains : à partir de maintenant, si vous voulez, l'Afrique doit compter sur elle-même d'abord, on ne compte sur personne en priorité, on compte sur nous d'abord et ensuite nos amis viennent nous soutenir. Vous qui posez des questions de ce genre, je vous demande de prendre conscience de votre responsabilité. L'Afrique ne va plus compter sur quelqu'un, elle compte sur elle-même. Je vous le demande, notez bien cela, tous nos amis doivent venir après nous, d'abord nous et ensuite les autres. Jusque là, si on est resté en retard, si on est encore resté démunis, en train aujourd'hui de pleurer de la pauvreté, c'est parce que peut-être on n'a jamais eu le courage de prendre nos responsabilités. Aujourd'hui nous les prenons, je vous le dit et je vais vous le répéter. Celui qui vient viendra après nous, d'abord nous les responsables et nous-mêmes les responsables et le peuple africain lui-même. Nous allons construire l'Afrique par nous-mêmes, pour nous-mêmes, soutenus par nos amis au développement. La France est une amie du développement de l'Afrique et elle a fait ce qu'elle pouvait faire, depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui, alors là nous parlons de partenariat maintenant. Nous ne parlons plus de "aidez-nous, aidez-nous, aidez-nous". Cela suffit ! Et votre langage doit changer. Merci bien.